



Rapport annuel

2018

Gros plan sur l'agriculture

La sécheresse extrême, qui a entraîné des complications dans l'affouragement, et le flot d'initiatives agricoles ont dominé l'année 2018. L'Union suisse des paysans reste sollicitée.

Chères paysannes, chers paysans,

Un proverbe dit que Paris ne s'est pas fait en un jour. Nous ne parviendrons pas non plus à relever en un jour les défis qui nous attendent, car ils requièrent beaucoup de persévérance et un effort commun. L'année passée, l'agriculture a dû faire face à une véritable déferlante d'initiatives la concernant. Au premier semestre, les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » ont abouti. Ensuite, c'est la récolte de signatures pour l'initiative « Non à l'élevage intensif en Suisse » qui a débuté. Enfin, le peuple s'est exprimé sur les initiatives pour des aliments équitables et pour la souveraineté alimentaire en septembre, puis sur l'initiative pour les vaches à cornes en novembre.

D'où provient cet intérêt pour notre travail? Pourquoi notre agriculture suisse, pourtant exemplaire, semble satisfaire de moins en moins aux exigences de la société depuis quelque temps? Et pourquoi de plus en plus de personnes voient notre travail d'un si mauvais œil? Nous avons intérêt à traiter de ces questions, car nous devons d'abord les comprendre pour donner les bonnes réponses, dissiper les doutes et renforcer la confiance.

La méconnaissance croissante de l'agriculture dont les Suisses font preuve constitue un début d'explication. Ce n'est pas un hasard si les grandes villes ont voté « oui » à l'initiative pour les vaches à cornes: c'est justement la population urbaine qui ignore tout de la pratique agricole en Suisse et de ses tenants et aboutissants. De nos jours, nombreux sont ceux qui n'ont plus de connaissances ou de proches encore actifs dans l'agriculture. Par conséquent, des affirmations à l'emporte-pièce sur la protection de l'environnement et des animaux suffisent à les faire douter. Au final, ils s'imaginent des problèmes graves qui n'existent pas sous cette forme. Ils sont d'ailleurs tout aussi enclins à approuver des solutions prétendument simples et à rejeter la faute sur une seule



personne. Le fait de vivre dans une société de l'abondance les détourne encore un peu plus du véritable enjeu. Les besoins de base de la majorité des Suisses sont satisfaits. Dans notre pays, presque personne ne connaît la faim.

Pour renforcer la confiance, nous devons fournir plus d'informations et rendre notre engagement visible.

Notre action visant à convaincre la population que ni l'initiative pour une eau potable propre ni celle contre les produits phytosanitaires de synthèse n'est la bonne solution a déjà commencé. Nous voulons saisir chaque opportunité que nous offrira 2019 pour informer la population. En ce sens, nous devons montrer ce que nous faisons. Nous devons aussi prouver de manière crédible que nous sommes prêts à nous améliorer. Pour ce faire, nous sommes tributaires de toutes les familles paysannes et des ambassadeurs de l'agriculture. Profitez de chaque occasion pour montrer à la population non agricole ce qu'il adviendrait en cas d'acceptation des initiatives: des prix plus élevés

et un choix limité de produits indigènes. Sans oublier une recrudescence des problèmes environnementaux à l'étranger.

Les diverses attaques contre la protection douanière ont été un autre fait marquant de 2018. Tout a commencé par la scandaleuse Vue d'ensemble sur la politique agricole, dans laquelle le Conseil fédéral remettait en cause, sans aucune raison, notre agriculture. Nous sommes parvenus à faire en sorte que la Parlement la rejette. En automne, les rapports d'Avenir Suisse et d'économiesuisse sont entrés dans la ronde du démantèlement de la protection douanière. Ces rapports devaient préparer le terrain pour les nombreuses négociations de la Confédération sur le libre-échange. Outre les relations commerciales avec les États du Mercosur, l'Indonésie, la Malaisie, la Russie et l'Inde, le libre-échange avec les États-Unis est revenu sur la table.

La faible création de valeur sur le marché est un problème majeur.

Force est d'admettre que tous les critiques ont raison sur un point: la faible création de valeur est un problème important. L'agriculture n'obtient qu'une infime partie de la valeur ajoutée répartie dans le secteur alimentaire. Il s'agit là d'un problème non pas suisse, mais mondial, qui tient en premier lieu à une structure de marché défavorable. Lorsque les coûts de production augmentent, le prix du produit en question fait de même. C'est partout le cas, sauf dans l'agriculture. En 2018, nous avons connu une sécheresse extrême. Changement climatique oblige, nous devons nous préparer à revivre plus souvent de telles conditions à l'avenir. Pendant l'été caniculaire, nombre de nos prairies et pâturages ont viré au jaune, et le maïs s'est flétri plus tôt que prévu. De nombreuses familles paysannes ont dû puiser dans les réserves d'hiver pour nourrir leurs animaux et, par la suite, acheter du fourrage au prix fort. Et qu'a fait le prix du lait? Il n'a pas bougé d'un pouce. La hausse des coûts de production semble être notre problème à nous tous seuls. C'est en partie compréhensible, étant donné que les quantités n'ont pas diminué malgré le manque de fourrage. Tant que nous produisons plus de lait que nous pouvons en vendre à bon prix, nous ne devons pas nous attendre à des prix plus élevés sur le long terme. Le mieux est l'ennemi du bien, comme en témoignent d'autres marchés, par exemple celui des fruits. Lors d'une année moyenne, il reste en fin de compte bien souvent plus dans le portemonnaie que lors d'une année record, en raison des coûts de production moins importants et des prix de vente plus élevés.

Plus de valeur ajoutée, de la stabilité dans les conditions cadres et moins d'administration: telles sont nos principales revendications pour la Politique agricole 22+, que le Conseil fédéral a mise en consultation en novembre. Comme première réponse, nous avons adopté une résolution lors de notre Assemblée des délégués. L'automne a vu paraître le message sur la révision de la loi sur l'aménagement du territoire pour les constructions en dehors de la zone

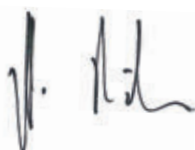
à bâtir. Vu les obligations de rétablir l'état antérieur, les inscriptions de droits de gage, les compensations et les dispositions pénales qu'il contient, ce message a eu l'effet d'une bombe dans l'agriculture.

Bonne nouvelle: à nouveau plus de jeunes en formation

Terminons sur une note positive. Depuis quelques années et en 2018 aussi, le nombre d'apprentis s'inscrit à la hausse dans tous les métiers du champ professionnel de l'agriculture. Nous tous savons qu'une main-d'œuvre qualifiée et motivée constitue la base d'un secteur agricole entrepreneurial et axé sur la production durable. Cette année, les SwissSkills ont également permis de se rendre compte du professionnalisme dont fait déjà preuve la relève agricole.

Il y aurait encore de nombreux autres thèmes à citer ici. Vous les trouverez dans la suite du présent rapport. Vous constaterez d'ailleurs que celui-ci arbore une nouvelle mise en page et présente un contenu épuré. Des informations très détaillées sur les objectifs que nous nous sommes fixés et les résultats que nous avons atteints en 2018 se trouvent désormais sur notre site web. Vous pouvez y accéder en lisant les codes QR à côté des contenus.

Chères paysannes et chers paysans, nous tenons à vous remercier de votre confiance et espérons que nous continuerons à la mériter à l'avenir. Les occasions de faire nos preuves ne manquent pas!



Markus Ritter
Président



Jacques Bourgeois
Directeur

Sommaire

Éditorial	2
Nos activités en 2018	4
L'année agricole	9
En interne	10
Organigramme	11
Les travaux dans les organes	12
Le Comité	13
Les travaux en cours	14

Crédits photos

Agroscope (image de couverture, page 7),
Union Suisse des Paysans,
agriculture.ch,
agrimage.ch: Andreas Möri,
Shutterstock

Vous trouverez la vidéo
du directeur ici :



Notre travail en bref

*Voici une sélection des thèmes qui nous ont occupés en 2018.
Rendez-vous sur notre site web pour un aperçu détaillé des objectifs et
des mesures définis dans le Programme d'activités.*



Développement de la politique agricole

En novembre, à l'occasion de leur assemblée annuelle, les délégués de l'Union suisse des paysans (USP) ont adopté une résolution sur la politique agricole à partir de 2022 (PA 22+). Ils réclament entre autres plus de stabilité dans les conditions cadres, la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel 104a sur la sécurité alimentaire et moins d'administration. À la fin de l'année, le Conseil fédéral a mis son message sur la PA 22+ en consultation. Celui-ci va à l'encontre de nombreux objectifs de la résolution. L'USP a mené des discussions avec les différents groupes d'intérêt du secteur agricole. Sur cette base, elle a élaboré une prise de position provisoire, qu'elle a envoyée à toutes ses organisations membres pour leur permettre d'y insérer leurs revendications et leurs idées.

Accords de libre-échange

L'entretien publié en page 12 contient de plus amples informations sur le libre-échange. Parmi nos actions de 2018, il convient de souligner notre engagement dans la coalition sur l'huile de palme (cf. image), qui s'est battue contre les importations d'huile de palme non durable dans le cadre des accords de libre-échange avec la Malaisie et l'Indonésie. L'huile de palme concurrence l'huile de colza indigène, produite avec responsabilité.



Conférence de presse de début d'année et Rapport de situation

L'année 2018 a commencé avec notre traditionnelle conférence de presse de début d'année (cf. image). Cette conférence s'est tenue à Derendingen (SO), sur une exploitation laitière, et portait sur la présentation du rapport de situation « Commerce équitable: en Suisse et dans le monde ». Urs Gugisberg et Nicole Hälgi, chefs de l'exploitation, livrent leur lait à la laiterie Lanz, qui leur paie environ 8 centimes de plus que le prix moyen. C'est ce qui leur a permis d'engager divers investissements dans le lait et le bien-être animal les années précédentes. Nous demandons que l'avenir soit plus tourné vers le commerce équitable que vers le libre-échange. La conférence de presse a accueilli de nombreux visiteurs, et a même fait l'objet d'un reportage au téléjournal.



Initiative pour une eau potable propre

Début 2018, l'initiative « Pour une eau potable propre et une alimentation saine », munie du nombre requis de signatures, a abouti. Cette initiative ne vise que l'agriculture. Elle prévoit de réserver les paiements directs aux exploitants n'utilisant pas de produits phytosanitaires et nourrissant leurs animaux avec ce qu'ils produisent. Le Conseil fédéral a renoncé à lui opposer un contre-projet. En 2018, nous avons déjà entamé notre travail avec nos organisations membres pour que le peuple rejette l'initiative. Nous nous concentrons sur l'élimination des connaissances partielles ainsi que sur la présentation des tenants et aboutissants du problème. Vous trouverez de plus amples informations au chapitre « Les travaux en cours ».

Magazine « Zoom » sur la protection des végétaux

Nous avons remplacé le Rapport de situation par le magazine « Zoom ». Cette publication est semestrielle et plus courte. Le premier numéro s'intitulait « Pourquoi nos plantes ont besoin d'être protégées ». Nous l'avons présenté lors d'une conférence de presse sur la protection des végétaux à Schalunen (BE), sur l'exploitation de grandes cultures de Markus Lüscher, avant de l'envoyer à un grand nombre de personnes.



Sécheresse extrême

La sécheresse qui a sévi dans de nombreuses régions en Suisse a placé l'agriculture face à d'importants défis, nuisant particulièrement à la culture fourragère. L'USP a lancé un train de mesures pour diminuer les répercussions négatives de la sécheresse. Les mesures politiques visaient notamment à assouplir l'application des dispositions relatives aux paiements directs, les mesures commerciales à stabiliser le prix des vaches de boucherie. À notre grande surprise, la branche laitière a refusé les cinq centimes de solidarité que nous réclamions pour couvrir les coûts supplémentaires d'affouragement. Comme il se pourrait que ces situations météorologiques deviennent de plus en plus fréquentes, l'USP a déposé une intervention parlementaire pour une assurance contre les pertes de gain.

Pétition pour sauver les insectes

Accompagnée des Amis de la Nature Suisse, de Dark-Sky Switzerland et d'Apisuisse, l'USP a lancé la pétition « Éclaircir la disparition des insectes », qu'elle a pu remettre fin 2018, munie de 165 512 signatures, au Conseil fédéral et au Parlement (cf. image). Le grand nombre des signataires montre qu'une grande partie de la population est inquiète au point de demander au Conseil fédéral d'éclaircir de manière scientifique la disparition des insectes.



Concours de bandes fleuries

Pour encourager la biodiversité, l'USP, la HAFL (Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires), le FiBL (Institut de recherche de l'agriculture biologique) et Agroscope ont organisé un concours de bandes fleuries. Ce concours comptait quatre catégories. Les exploitations suisses ont eu l'occasion de présenter leurs plus belles bandes fleuries. Ces bandes servent de source de nourriture et d'habitat aux auxiliaires et aux pollinisateurs.



Projet-pilote réfugiés

En 2015, l'USP, épaulée par le Secrétariat d'État aux migrations (SEM), avait lancé un projet-pilote de trois ans. L'objectif était de découvrir dans quelles conditions les réfugiés reconnus et les personnes admises à titre provisoire pouvaient augmenter leurs chances de trouver et de garder un travail dans l'agriculture. Lors d'une conférence de presse, l'USP et le SEM ont présenté le rapport final, les conclusions et la suite de la procédure, mettant ainsi fin au projet de manière officielle. L'engagement de réfugiés comme main-d'œuvre dans les fermes se poursuit au sein de projets cantonaux et des préapprentissage d'intégration.



Refonte complète de la communication de base

En été 2018, l'USP a pris congé de son fameux slogan « Proches de vous. Les paysans suisses. » et de sa croix agricole, instaurés il y a 20 ans. Une nouvelle ère a commencé avec la marque « Paysans suisses », flanquée du slogan « D'ici, avec passion ». Les affiches ont aussi fait peau neuve : des paysannes et paysans expliquent en personne, sous le titre « Votre paysan. Votre paysanne. », les prestations qu'ils fournissent à la population suisse, pourquoi ils le font et quelles valeurs ils défendent.

Faits concernant l'agriculture

De nombreuses semi-vérités et des informations infondées circulent sur l'agriculture. Par conséquent, des reproches unilatéraux suffisent à faire douter la population. Aussi avons-nous élaboré le projet « Faits concernant l'agriculture » pour informer des principaux problèmes auxquels fait face l'agriculture à l'heure actuelle. La mise en place et le développement constant d'agrowiki.ch, où figurent des informations de base accessibles à tous sur la protection des végétaux, l'alimentation et la garde des animaux, la biodiversité, et bien d'autres choses encore, constituent le cœur du projet. Vous y trouverez de courtes vidéos sur la nourriture des animaux et la protection des végétaux. Des panneaux, des imprimés et d'autres informations sur les réseaux sociaux complètent le projet.



Aperçu de tous les objectifs et de toutes les mesures définies dans le Programme d'activités :



Pour suivre notre actualité, abonnez-vous à notre newsletter ou à notre groupe WhatsApp :



« Je me faisais surtout du souci pour les betteraves »

Pascal Savary est agriculteur à Payerne. Il s'est fait du souci pour ses grandes cultures pendant l'été sec de 2018 et disposait heureusement de réserves de fourrage de l'année précédente.

Un « paysan des villes », comme certains le qualifiaient. Cela le vexait à l'époque, mais aujourd'hui Pascal Savary assume. Située en dehors de la petite bourgade de Payerne, son exploitation aux normes IP-Suisse se dessine au milieu de la plaine. L'agriculteur ne vit plus sur le domaine, mais dans une maison en ville de Payerne avec sa femme et ses deux filles. Son oncle était son associé jusqu'à la retraite. Depuis, il a repris la tête de l'exploitation, aidé par un jeune employé agricole à plein temps. Le vaste domaine d'une septantaine d'hectares comprend une bonne centaine de bovins à l'engrais, 18 000 poulets à l'engraissement, des herbages et des grandes cultures: betteraves sucrières, maïs d'ensilage, blé, orge et pommes de terre. En effet, le sol fertile de la région est idéal pour l'agriculture.

« Le pire évité grâce à l'irrigation »

L'année 2018 n'est finalement pas aussi mauvaise qu'elle ne le laissait présager. Un printemps et un été plutôt secs, mais globalement de bonnes récoltes. Une exception toutefois pour les betteraves sucrières, ces dernières ayant été particulièrement touchées par les maladies, notamment Cercospora ou encore le Syndrome des basses richesses. Le rendement sera de 70 t/ha avec un taux de sucre de 15% en moyenne, un résultat décevant par rapport aux années précédentes. Pour autant, Pascal Savary n'abandonnera pas la culture de la betterave, importante dans les rotations. Quant aux autres cultures, - maïs d'ensilage, blé, orge et pommes de terre - elles se sont bien portées. Le maïs, tirant profit du sol profond de la plaine de la Broye, a probablement su développer ses racines afin de chercher l'humidité des couches basses du sol et ainsi faire face à la sécheresse. Les plantes auront d'ailleurs été particulièrement hautes cette année. À noter qu'en cas de sécheresse, un système d'irrigation puise les eaux de la Broye. Ce dernier est géré par le Syndicat d'arrosage de Payerne et environs. La priorité est donnée aux cultures de tabacs - nombreuses dans la région - et à celles des pommes de terre. Parallèlement, un projet plus ambitieux est en discussion. Ce dernier vise à garantir l'approvisionnement hydrique de la région sur le long terme en pompant l'eau du lac de Neuchâtel. L'idée est déjà en discussion depuis plusieurs années et semble avoir un avenir.

Du côté des bovins, l'année 2018 fut sans surprise. À noter toutefois que le marché des bovins à l'engrais était plutôt chargé au printemps, mais malgré le manque de veaux et le prix de ces derniers, Pascal Savary reste relativement optimiste face à l'avenir. Niveau herbage, les deux premières coupes étaient « normales » et la dernière était plutôt faible. Le

fourrage n'aura cependant pas manqué cette année. En plus d'un reste de fourrage de l'année précédente, les quelques averses orageuses sont tombées à point entre mai et juillet.

« Les initiatives anti-phytos font peur »

Et qu'en est-il de l'avenir? À cette question, Pascal Savary se montre philosophe et serein. Le plus important est qu'il soit en bonne santé, ainsi que sa famille. Le reste, il s'en accommodera. Jusqu'à présent, les différentes restructurations et modifications du système agricole ne l'ont pas trop ébranlé. Il a toujours su s'adapter. Une petite crainte toutefois pour ce qui concerne les initiatives populaires en rapport avec les produits phytosanitaires. Le débat lui semble trop émotionnel pour être rationnel. Il est conscient que les choses vont devoir évoluer malgré elles. Un souhait tout de même pour le futur? Qu'il pleuve prochainement, sans quoi les conséquences pourraient devenir plus sévères.



Pascal Savary a pu compenser les pertes dues à la sécheresse avec le fourrage de l'année précédente.

Aperçu de l'année agricole
(résumé du LID) :



L'USP en quelques chiffres

Effectif en personnel

Au 31 décembre 2018, l'USP occupait 123 personnes, dont 59 à plein temps. Parmi elles, neuf effectuaient un apprentissage de commerce. Les femmes représentaient 57% de l'effectif. À cela viennent s'ajouter les quelque 210 personnes employées par le groupe Agrisano et l'OCA.

Contrôle de gestion et analyse des risques

Les thèmes prioritaires pour l'agriculture et internes à l'USP, que l'Assemblée des délégués avait approuvés en 2017, ont servi de repères durant l'exercice écoulé. L'USP a réussi à atteindre la plupart de ses objectifs, comme l'a montré le contrôle de gestion réalisé en janvier 2019. Les objectifs fixés et les résultats atteints par thème prioritaire et par tâche spéciale de 2018 sont également disponibles en ligne. Dans le cadre de son analyse des risques, l'USP s'est intéressée non seulement au contexte général (société, politique, commerce, consommateurs) et à ses effets potentiels sur elle-même, mais aussi au contexte interne (secrétariat, organes, organisations membres et familles paysannes).

Contrôle des comptes 2018

Le contrôle des comptes est assuré par la société OBT AG (Brugg) en qualité d'organe de révision légal, ainsi que par l'organe de révision interne, composé de Markus Jaun (PSL, Berne), Franz Philip (*Bauernvereinigung des Kantons Schwyz*, Rothenthurm) et Bernard Leuenberger (Chambre d'agriculture du Jura bernois, Renan).

Évaluation économique

Le système d'encaissement des contributions liées aux produits, ajusté en 2017 lors de l'Assemblée des délégués, s'est bien déployé. Autre bonne nouvelle: les factures envoyées par Identitas sur mandat de l'USP ont permis d'encaisser 92% des contributions dues par l'économie animale. Suite à la sortie de l'Union maraîchère suisse, l'USP s'est vue privée des contributions correspondantes étant donné que le dû des maraîchers n'a pas été répercuté sur les autres organisations. Dans le plan financier des années à venir, il est souligné qu'une gestion stricte des coûts, le développement de nouvelles sources de revenus ainsi que la remise en question des prestations fournies sont nécessaires pour maintenir l'équilibre financier.

Extrait des comptes annuels

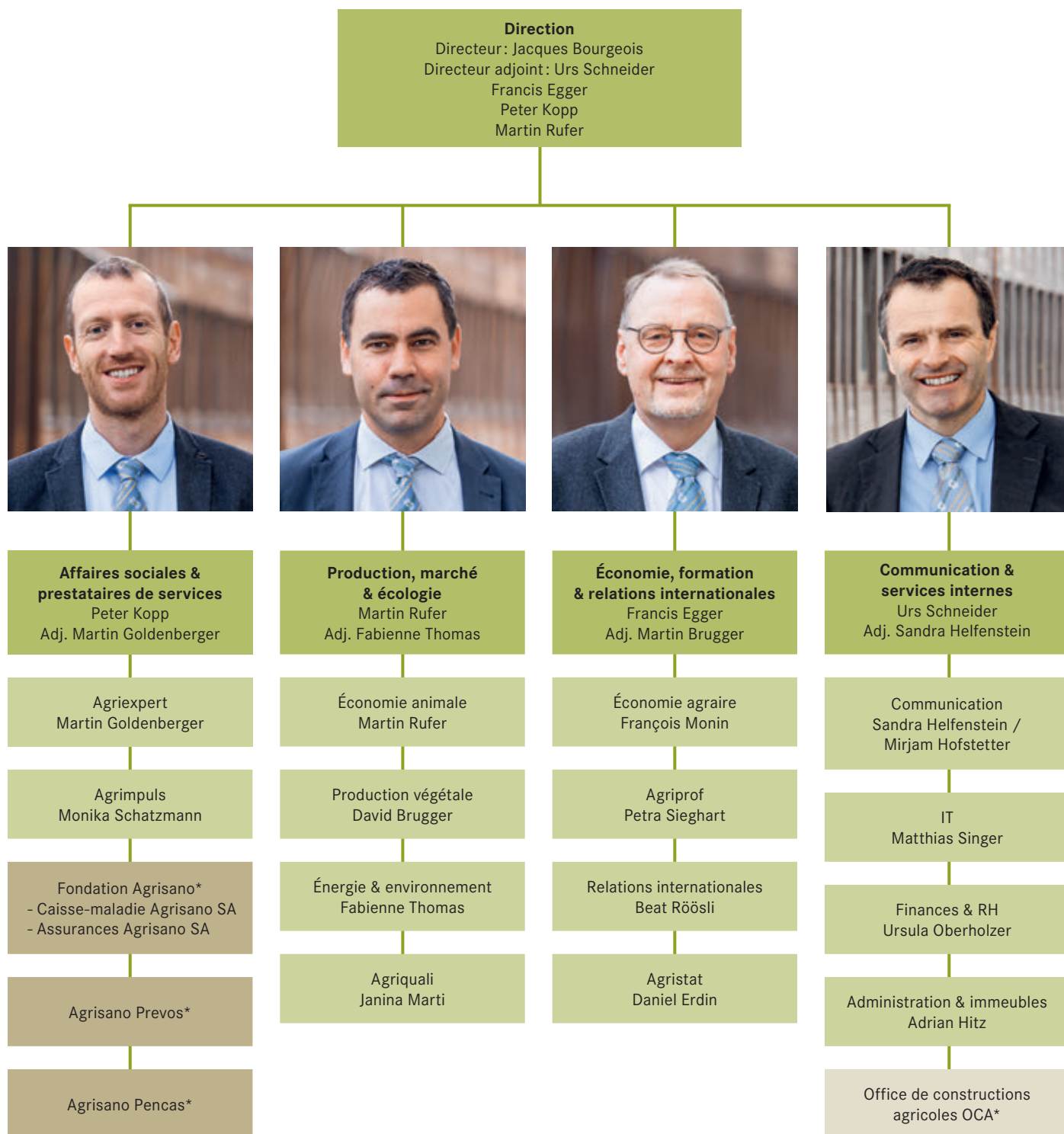
Compte de résultat

	2018	2017
Contributions	5 924 772	5 869 284
Subsides provenant de fonds	340 000	350 000
Produit de services	9 545 993	9 653 903
Revenus immobiliers	342 616	371 854
Autres produits	1 556 197	1 361 761
Produit net des livraisons et des prestations	17 709 578	17 606 802
Charges d'exploitation	- 3 077 540	- 2 797 274
Résultat brut	14 632 038	14 809 528
Charges en personnel	- 11 496 102	- 11 437 738
Autres charges d'exploitation	- 2 750 974	- 2 877 265
Amortissements	- 304 267	- 260 354
Résultat d'exploitation avant intérêts et impôts	80 695	234 171
Résultat financier	- 4 860	- 5 730
Résultat exceptionnel, unique ou hors période	- 148 570	- 142 964
Impôts directs	- 19 450	- 20 315
Déficit/bénéfice	- 92 185	65 162

Bilan

	31.12.2018	31.12.2017
Actifs		
Actif circulant	6 852 070	7 467 245
Actifs immobilisés	9 302 590	9 619 064
Actif des fonds	17 707 797	18 304 613
Total	33 862 457	35 390 922
Passifs		
Capital étranger à court terme	1 601 752	1 936 501
Capital étranger à long terme	14 228 082	14 732 797
Actif des fonds	17 707 797	18 304 613
Capital de l'association	324 826	417 011
Total	33 862 457	35 390 922

Le secrétariat de l'USP



Tous les collaborateurs de l'USP:



- Départements
- Divisions
- Fondations et SA
- Coopérative

* Personne juridique propre, pas soumise directement à la direction opérationnelle

Protection douanière vitale

En 2018, le libre-échange a encore fait parler de lui. La Confédération a tenu des pourparlers avec les pays du Mercosur, l'Indonésie et les États-Unis. Entretien avec Markus Ritter sur la situation actuelle et les perspectives.

L'année 2018 a débuté par la table ronde sur la Vue d'ensemble.

Vous avez refusé d'y participer. Pourquoi donc ?

La Vue d'ensemble était une idée bien malheureuse du Conseil fédéral de mettre dans le même panier le développement de la politique agricole ainsi que la politique du commerce extérieur et divers scénarios pour réduire la protection douanière. Or, il faut impérativement traiter ces deux sujets de manière séparée. D'ailleurs, le Parlement a aussi prié le Conseil fédéral de procéder ainsi par la suite. Ne pas participer à la table ronde était alors la seule chose intelligente à faire.

Vous n'avez pas non plus accompagné le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann dans son voyage en Amérique du Sud.

Cela n'avait vraiment aucun sens pour moi. Les pays du Mercosur, à savoir le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay, produisent dans de tout autres conditions que nous. Leurs coûts de production sont beaucoup plus bas, si bien que nous ne pouvons rivaliser avec eux en concurrence directe. Tout dépend donc de la volonté de négocier et de la tactique adoptée. La protection douanière est vitale pour nous.



Détention typique d'animaux dans les pays du Mercosur

Alors l'agriculture s'oppose par principe aux accords de libre-échange ?

Non, pas du tout. Nous ne mettons pas de bâtons dans les roues de la Suisse. Rien n'empêche le gouvernement d'ouvrir des nouveaux marchés à l'économie. Nous demandons juste que les intérêts de l'agriculture soient pris en compte de manière égale. L'exemple de la Chine prouve que cela fonctionne.

Le libre-échange avec la Chine est donc un succès ?

L'accord a été un succès sur le plan du résultat des négociations, car il a intégré tous les intérêts dans une mesure appropriée. Il fait toutefois apparaître les vrais problèmes du libre-échange : l'accord n'a pas provoqué un boom de la Suisse vers l'Extrême-Orient, parce que les Chinois nous freinent par d'autres obstacles. Parmi ces entraves non tarifaires au commerce figure le fait de devoir remplir une paperasse inouïe.

À la fin de l'année et pour son dernier acte en tant que conseiller fédéral, Johann Schneider-Ammann a conclu un accord de libre-échange avec l'Indonésie. Qu'en pensez-vous ?

L'huile de palme constituait le problème principal avec l'Indonésie. Elle y est produite dans des conditions parfois désastreuses. Les forêts pluviales sont déboisées ou brûlées, la population indigène et les petits paysans sont chassés, et les grandes entreprises font de juteux bénéfices qui ne profitent qu'à elles seules. L'huile de palme est très bon marché et fait donc concurrence à nos huiles et graisses indigènes. Nous avons adhéré à la coalition sur l'huile de palme et exercé ensemble une grande pression pour que cette huile ne provienne que de cultures durables certifiées. C'est aussi ce que demande l'article constitutionnel 104a sur la sécurité alimentaire, accepté par une majorité écrasante en 2017.

Vers la fin de l'année, un accord avec les États-Unis est aussi revenu sur le tapis. Quel est votre avis là-dessus ?

Les États-Unis représentent effectivement notre principal marché d'exportation après l'Europe. D'énormes différences nous séparent toutefois dans le domaine de l'agriculture et de l'alimentation : le génie génétique, les hormones et les antibiotiques y sont monnaie courante. En outre, les États-Unis peuvent nous offrir tout ce que nous produisons aussi en Suisse. Je doute cependant que M. Trump veuille se prêter au jeu. Nous savons tous qu'il n'est pas un adepte du libre-échange ou qu'il prône au moins « l'Amérique d'abord ». Nous resterons en tout cas vigilants.

En décembre 2018, Guy Parmelin a repris le département de l'économie. Qu'attendez-vous de lui ?

La même chose que de son prédécesseur : qu'il tienne compte de tous les intérêts de façon égale et qu'il ne sacrifie pas simplement l'agriculture sur l'autel du libre-échange.

En savoir plus sur les travaux dans les organes :





d.g.à.d. : Hans Frei (Vice-président, Zürcher Bauernverband), Alois Huber (Bauernverband Aargau), Claude Baehler (Prométerre), Stefan Müller (Groupement suisse pour les régions de montagne), Jakob Lütolf (Luzerner Bäuerinnen- und Bauernverband), Josef Murer (Zentralschweizer Bauernbund), Hanspeter Kern (Producteurs Suisses de Lait), Jürg Bärtschi (représentant de la branche avicole), Christine Bühler (Vice-présidente, Union suisse des paysannes et de femmes rurales), Hans Jörg Rüeggsegger (Berner Bauern Verband), Sem Genini (Unione Contadini Ticinesi), Samuel Pfister (représentant JU/NE/GE), Fritz Waldvogel (représentant AI/AR/GL/SH), Meinrad Pfister (Économie animale, Suisseporcs), Liselotte Peter (Union suisse des paysannes et de femmes rurales), Markus Hausammann (Verband Thurgauer Landwirtschaft), Christian Galliker (Commission des jeunes agriculture de l'USP), Fritz Glauser (Vice-président, Union des paysans fribourgeois, Fédération suisse des producteurs de céréales), Pierre-André Geiser (fenaco), Dominique Maigre (Production végétale), Thomas Roffler (Bündner Bauernverband, Société suisse d'économie alpestre), Andreas Vögtli (représentant BL/BS/SO), Jacques Bourgeois (Directeur), Markus Ritter (Président)

il manque: Willy Giroud (Chambre valaisanne d'agriculture, cultures spéciales)

Les membres de la
Chambre suisse d'agriculture :



Premiers moments forts 2019



Conférence de presse de début d'année

L'USP a entamé 2019 par sa conférence de presse de début d'année. Bien que cette conférence ait eu lieu dans le village reculé de Hergiswil bei Willisau (LU), les visiteurs étaient nombreux sur l'exploitation de Renate et Bruno Ambühl. Il a été question de l'importance économique de l'agriculture, qui est particulièrement visible dans les régions à fort caractère rural. L'objectif était de mettre en avant les prestations économiques et de leur donner une valeur sous un angle autre que celui souvent mentionné de la faible part agricole du PIB. À cet effet, l'USP a présenté le dernier numéro de son magazine « Zoom », intitulé « L'importance économique de l'agriculture », qu'elle a aussi envoyé par courriel à un large public. Ce magazine est disponible en ligne : www.sbv-usp.ch.

Politique agricole 22+

L'USP a élaboré sa prise de position sur le développement de la politique agricole. Les organisations membres en ont reçu une première version peu avant Noël. Elles avaient jusqu'au 2 février pour proposer des amendements et des compléments. Un groupe de travail interne s'est ensuite occupé de la version finale, que la Chambre suisse d'agriculture a adoptée le 20 février. Le Conseil fédéral l'a reçue deux jours plus tard. L'USP soutient les mesures visant à accroître la durabilité de la production suisse, mais mise aussi sur la stabilité des conditions cadres.

Stratégie pour la valeur ajoutée

Début 2019, l'Association Stratégie Qualité a lancé un projet de mise en œuvre de la stratégie pour la valeur ajoutée. Comme l'USP considère l'amélioration de la création de valeur sur les marchés comme une priorité, elle soutient la stratégie aussi bien sur le plan financier que dans les groupes de travail. La stratégie pour la valeur ajoutée vise à ce que chaque branche de la production agricole mette au point sa propre stratégie pour la valeur ajoutée avec l'aide de l'Association Stratégie Qualité.

La somme de ces stratégies doit définir la stratégie pour la valeur ajoutée dans le secteur agricole et alimentaire suisse et renforcer le positionnement des produits agricoles et des aliments suisses sur le long terme.

Plan sectoriel des surfaces d'assolement

L'USP a analysé et adopté la consultation relative au remaniement du plan sectoriel des surfaces d'assolement.



Révision de la loi sur l'aménagement du territoire 2

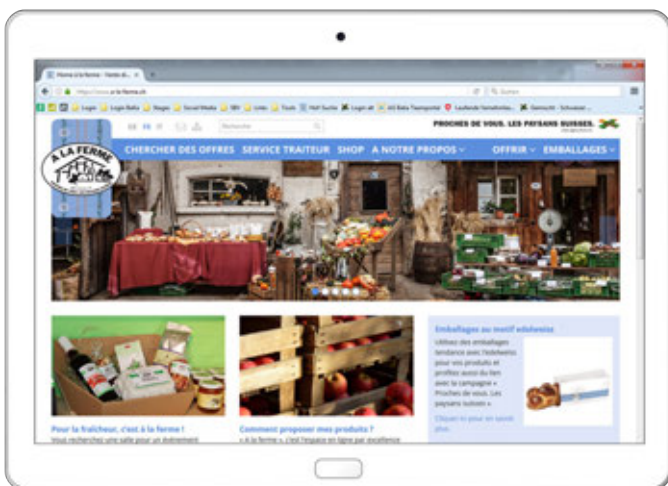
Le message sur la révision de la loi sur l'aménagement du territoire, sur lequel est amené à discuter le Parlement, constituait le deuxième gros dossier politique de ce début d'année. Au terme d'une analyse, l'USP a constaté que différents points, comme la conception de l'obligation de rétablir l'état antérieur, les zones spéciales prévues ou les dispositions pénales, étaient inacceptables pour l'agriculture. Aussi s'est-elle engagée pour que le Parlement n'entre même pas en matière. Si elle y parvient, le Conseil fédéral devra faire une nouvelle proposition.



Coup d'envoi de la précampagne

En 2020, le peuple se prononcera sur les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». L'USP veut

saisir chaque opportunité que lui offrira 2019 pour informer des thèmes de ces deux initiatives. À cet effet, elle a établi un groupe d'accompagnement. À la toute fin de 2018, ce groupe a mis au point le slogan « Nous protégeons ce que nous aimons », un univers visuel approprié et le site web de la campagne www.agriculture-durable.ch. Les modules d'intérieur et d'extérieur pour se présenter à des foires ou des manifestations, ainsi que la mise en œuvre des projets « Fenêtre sur champ » et « Fenêtre sur étable » constituent les principales mesures de la précampagne. Dans le cadre de ce dernier projet est aussi prévue une signalétique pour les cultures, les étables et les pâturages. Des tours de ferme et des visites sur le terrain accompagnent cette mesure. Les échanges et le dialogue avec la population et les médias doivent constituer le cœur de la précampagne. Des informations en ligne, des vidéos explicatives et des imprimés compléteront le tout.



À la ferme

À-la-ferme.ch, la plus grande plateforme en ligne gratuite de vente directe, permet aux familles paysannes de vendre leurs produits et services. En janvier, tous les membres de l'USP ont reçu une lettre d'information à ce sujet. Par ailleurs, il est désormais possible de payer avec TWINT.

Renouvellement des sites web

Au premier semestre 2019, l'USP et ses organes ont renouvelé leur site web. Ils sont désormais plus aérés et plus conviviaux. Leur fonction de recherche a été améliorée, leur système de navigation simplifié, et leur compatibilité avec des appareils mobiles optimisée. Par ailleurs, les processus de rédaction sont désormais nettement moins compliqués.

portailpaysanssuisses

En décembre, après plus de deux ans de préparation, l'USP a présenté son nouveau portail www.portailpaysanssuisses.ch. Les producteurs peuvent

s'inscrire de façon simple et rapide à des projets à la ferme, comme le Brunch du 1^{er} août ou l'École à la ferme, et mettre à jour leurs textes et photos. La pierre angulaire de ce nouveau site est un programme recueillant toutes les données de façon centralisée avant de les transmettre non seulement aux pages des projets respectifs, mais aussi à des sites tiers.

Deuxième vague d'affiches « Paysans suisses »

Depuis l'été 2018, des paysannes et paysans expliquent en ligne et sur des affiches quelles prestations ils fournissent à la population, pourquoi ils le font et quelles valeurs ils défendent. Début 2019 a eu lieu une deuxième vague d'affiches dans les grandes villes de Suisse, avec un concours de selfies.

Agristat

Agristat a préparé les données statistiques de 2018. Outre la préparation des éditions mensuelles d'« AGRISTAT – Cahier statistique mensuel » ont débuté les travaux pour les publications annuelles « Statistiques et évaluations » et « Statistique laitière de la Suisse ».



Agrisano propose AGRI-contact

Depuis le début de l'année, la caisse-maladie Agrisano propose AGRI-contact, un modèle de télémédecine, dans l'assurance de base. Début 2019, elle a aussi repris à son compte les activités d'assurance-accidents. Désireuse de rester à la pointe de la technologie, elle est en train de développer un portail clients, gage de plus-value pour ses assurés.

Vous pouvez suivre
notre actualité ici :



Version en ligne et PDF



Contact

Union Suisse des Paysans
Laurstrasse 10 | 5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11 | info@sbv-usp.ch

www.sbv-usp.ch

Rapport annuel 2018

Publication N° 245,
Supplément spécial « Agri », 10 mai 2019

ISSN 1661-8378